L.BORSALI HAMDAN

**Professeur. Faculté de droit
– université d’Oran.**

**Directrice du laboratoire du
droit social**

SYNTHESE

Les différentes approches exposées au cours de ces deux journées de colloque ont mis en évidence, combien est ambitieuse la question des litiges sportifs appréhendés sous l’angle du droit. La promulgation de la loi n°05-13 du 23 juillet 2013 relative à l’organisation et au développement des activités physiques et sportives pourrait être vue plus comme un évènement qui couvre un phénomène de société plutôt qu’une réglementation juridique stricte donnant lieu à un terrain d’analyses privilégié sur le contentieux sportif. Pourquoi alors le laboratoire de droit social s’y est-il intéressé ? La question met en exergue une multitude de facettes qui interpelle le droit social et qui mérite que l’on s’y attarde.

Deux interrogations principales ont été débattues au cours de ce colloque. La première se réfère à la manière dont sont résolus les litiges sportifs, existe –t-il un ou plusieurs organes compétents pour leur prise en charge, ou seulement un organe (spécial) pour leur règlement ? Dans cette hypothèse, la procédure relève t- elle du droit commun ou d’une réglementation spéciale et quelles sont les voies de recours des parties au litige ?

La seconde interrogation majeure porte sur les sources juridiques applicables aux litiges sportifs. La nouvelle loi, objet de débat du présent colloque, fait appel à d’autres disciplines du droit pour l’appréciation des diverses formes de conflictualité. Les intérêts lésés sont-ils toujours de l’ordre juridique, appelant une protection contre certains

abus de l'employeur, qu'il soit club ou fédération sportive ? L'activité sportive est également « codifiée » par des règlements et des statuts, quelle est leur valeur juridique ? Existe – t – il une hiérarchie des sources et quelle place accorder à ces derniers ? La loi de 2013 répond – elle aux attentes, la protection en particulier, des différents intervenants dans le monde du sport ? Par ailleurs, la question de la classification des litiges sportifs devient incontournable, peuvent-ils être classés selon une typologie analogue à celle que l'on trouve en droit social, conflit d'intérêt, conflit de droit ? Les formes de conflictualité traditionnelles de droit social sont –elles opérationnelles dans les litiges sportifs ?

Les contributions et les débats de ces deux journées de colloque auront permis de mieux comprendre certains phénomènes conflictuels dans ce domaine.

1/ Les modes de résolution des litiges sportif :

Le litige sportif présente des particularités qui méritent que l'on s'y attarde. Contrairement à ce qui est couramment entendu par conflit, le litige sportif pourrait sortir de la sphère judiciaire, l'adjonction du terme « sportif » lui conférant un sens technique particulier. Il peut déboucher sur un conflit juridique, lorsque la contradiction porte sur un point de droit et qu'il convient de faire trancher par un organe judiciaire étatique qui dira le droit et prononcera la décision de justice. Le conflit en droit du travail, la grève par exemple, s'éloigne du litige sportif car ici, l'arbitre départagera les intérêts en présence sur la base des règlements (nationaux ou internationaux) sportifs.

Aussi, comme le souligne plusieurs intervenants, le litige dont il est question ne peut être considéré comme n'importe quel litige juridique, mais d'un litige intervenu dans un monde particulier qu'est le sport. Il faut reconnaître que les litiges sportifs correspondent à des situations qui imposent parfois une interprétation exclusive de toute rationalité juridique. D'où la question importante des

organes – juridictionnels ou non juridictionnels -- amenés à trancher les litiges sportifs.

Dans cette tâche, Ben Belkacem nous explique que la lenteur de la justice publique marquée par le caractère public des audiences, vont inciter les instances internationales et nationales à instituer le tribunal arbitral du sport. Mais avant, le litige sportif transite par la chambre de résolution des litiges. Aussi, comme le souligne trari Tani, convient-il de préciser l'articulation des diverses instances en charge de la résolution des litiges sportifs (dans le monde du football) pour mettre en évidence leur spécificité et leur résolution par le recours à la clause compromissoire. Mais il faut aussi convenir que l'intervention prioritaire des organes non juridictionnels, n'exclut pas le recours à d'autres voies de résolution. Nombre de participants se sont interrogés sur la participation des juridictions étatiques¹ pour apprécier et pour solutionner les questions soulevées par les litiges sportifs. A première vue, il y a dans le développement du phénomène litigieux, les questions d'intérêt privé, issues des relations juridiques particulières² qui doivent être résolues, car à l'évidence, une question de droit doit être tranchée. Dans ce cas, les organes juridictionnels ne sont pas évincés de leur compétence, certaines situations litigieuses dans le domaine du sport nécessitent une interprétation et une appréciation du juge étatique. Plusieurs participants ont tenu à apporter cette précision qui n'est pas sans pertinence. Belghoul rappelle le domaine d'intervention du juge administratif, en particulier lorsque la mission d'utilité publique et d'intérêt général octroyée à la fédération sportive par le ministère de tutelle,³ est violée. La question de la nature juridique des contrats³ peut également provoquer un procès devant le juge social ou le juge civil. On ne s'étonnera pas alors que les juridictions répressives connaissent les infractions aux nombreuses règles du sport. Larbi Chaht remarque que la

¹ sociale, administrative, pénale...

² Contrat de joueur, contrat de transfert du joueur ...

³ Du joueur, de transfert, de prêt...

loi de 2013 dans ses dispositions pénales n'apporte pas un renforcement des sanctions pour réprimer les délits commis à l'occasion du sport, et pour cause, ces dispositions pénales, ne sont que la réplique du droit pénal général. Pour lui, la juridiction pénale compétente, devrait avoir une plus grande marge de manœuvre pour protéger les emblèmes institutionnels notamment ceux transmis par le sport. La violence hors et dans les enceintes sportives, les scandales de corruption, de dopage des joueurs entachent gravement les idéaux emblématiques véhiculés par l'activité sportive, aussi la transgression d'un idéal doit être sanctionnée à la mesure de sa gravité.

Les modes de résolution des litiges sportifs conduisent de façon incontournable à la question de la typologie des conflits et de la loi applicable au domaine du sport.

II/ Loi applicable et typologie des litiges :

Ordinairement, le litige oppose des adversaires dont les prétentions sont contradictoires. La contradiction porte sur un point de droit qu'il convient de faire trancher au regard d'une échelle de valeurs juridiques afin de départager les intérêts en présence. Dans le contexte du sport, l'appréciation du litige est soumise à deux ordres, le droit commun et l'ordre statutaire des fédérations. Ces systèmes, s'ils ont en commun de devoir trancher un litige, doivent être capables de prendre en compte les contraintes et les spécificités des activités sportives. La confrontation de ces deux ordres (commun, fédéral) suscite la mise en examen des critères traditionnels (normatifs, institutionnels...) de régulation des relations juridiques, salariales ou autres.

Supériorité du droit commun ou hégémonie de l'ordre fédéral sportif, cette question aura été bien soulignée lors des débats. La loi nouvelle de 2013 relative aux activités sportives prend en compte les statuts de la fédération sportive et garantit le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que les règlements sportifs

internationaux. Il est donc indispensable d'expliquer la loi qui s'applique dans ces litiges.

A l'instar des législations de bien des pays, celle de l'Algérie repose sur l'idée de l'ordre public et de la norme impérative. En ce sens, le droit à la protection figure dans les textes constitutionnels.

Par exemple, la loi n° 90-11¹ régit de manière impérative le licenciement abusif dans les relations de travail à la différence de la loi n° 05-13² qui confère aux statuts et règlements sportifs (arts. 85 et sv.) une force juridique garantissant l'autonomie d'un ordre fédéral interne. Or ces derniers ne font pas partie des sources du droit proprement dites. Il en est de même pour les statuts internes qui gouvernent les activités sportives. Les règles émanant des uns et des autres – statuts, règlements -- s'appliquent de manière exclusive lorsqu'il s'agit d'interpréter des situations ou de résoudre des litiges dans ce domaine. Les objectifs visant à établir une adéquation entre l'urgence du règlement du litige et les « normes » spécifiques applicables à ce mode de règlement, cet esprit détermine le recours prioritaire à l'ordre juridique ou l'ordre fédéral applicable. La situation est encore plus complexe lorsque cet ordre s'intègre dans un système réglementaire international comme c'est le cas des compétitions sportives, le football en particulier.

Bafdal, en s'interrogeant sur la question de la constitutionnalité des règlements sportifs et Boukabrine, en s'appuyant sur l'exemple du plafonnement des salaires, ont montré les possibilités limitées d'application du droit commun. De même, Yelles Chaouche interroge le mode d'imposition des traitements et salaires du sportif, quelle loi appliquer dans la situation de l'exploitation des bénéficiaires liée au droit à l'image par exemple dans un état autre que

¹ Loi n° 90-11 du 21 avril 1990, relative aux relations de travail modifiée et complétée.

² Loi n° 05-13 du 23/07/2013 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives.

celui où le joueur exerce son activité. Cette question fait intervenir des considérations régies par l'ordre fédéral statutaire international en même temps que l'ordre de droit commun relatif au droit de la propriété intellectuelle. Ainsi, les opérateurs économiques lésés dans leurs intérêts peuvent être amenés à trancher leur litige sur la base de l'ordre statutaire plutôt que par le recours au droit commun.

Et même dans cette hypothèse, la question devra être examinée de divers angles. Ainsi, Feninekh, explique que le contrôle financier dans les clubs sportifs – sociétés commerciales – doit faire lui-même l'objet d'une réglementation. Il interroge le droit commercial et l'ordre statutaire sportif sur les modalités juridiques encadrant la mission de contrôle du commissaire aux comptes dans ces sociétés particulières par leur statut.

Comme l'ont bien senti plusieurs participants, il s'agit de traduire en langage juridique les principes fondamentaux de l'ordre statutaire fédéral dans le droit commun. Dans cette tâche, plusieurs intervenants ont mis en exergue la nécessité de recourir à un concert de disciplines pour expliquer par exemple, la nature juridique de tel ou tel contrat utilisé dans le domaine du sport. Ainsi, Belkheir s'applique à rechercher les arguments puisés dans les lois commerciale et civile pour développer la nature juridique du contrat du manager, tandis que Ben Azzouz rappelle que le contrat du joueur renvoie à une réalité jurisprudentielle. En même temps, il est utile de mentionner les parts de droit commun et de l'ordre statutaire fédéral. Pour reprendre « les réflexions » de Ben Messaoud, pour la jurisprudence nationale et internationale, la résolution du litige sportif ne relève plus du seul droit commun, mais dépend également des fondements et usages en cours dans l'activité sportive considérée. Boukhmis, en s'appuyant sur le règlement de l'ordre fédéral de l'activité footballistique, souligne l'importance des fondements doctrinaux du sport (football). Ainsi, les comportements contraires à l'éthique, au devoir de solidarité entre compétiteurs, les violations des règles

techniques et de jeu, sont sanctionnés en conformité avec les règlements et statuts fédéraux.

La question de la loi applicable dans les modes de résolution des litiges sportifs conduit bien évidemment à celle de leur classification en prenant en compte la spécificité des formes de conflictualité.

Classification des litiges sportifs :

Traditionnellement, en cette matière, on distingue les litiges disciplinaires de ceux qui ne le sont pas. Dépassée, cette distinction ne rend pas compte de toutes les spécificités et les finesses qui accompagnent une forme conflictuelle par rapport à une autre. En effet, beaucoup de litiges sportifs ont une dimension juridique à caractère multiple. La tâche n'est pas facile et Boutajine distingue utilement les litiges internes dans lesquels s'inscrivent les premiers de ceux, nombreux et variés qui font l'objet de recours devant la justice étatique. Les litiges internes peuvent englober ceux ayant un caractère économique ; ainsi les conflits relevant de l'inexécution des contrats comme les retards dans le versement des salaires du joueur, la fixation des taux de pourcentage des bénéfices qu'apporte l'image du joueur, les conditions de prêt ou de transfert du joueur... Quelle que soit sa nature, le litige peut déboucher sur une question de droit, il devient alors juridique. Pour compléter cette typologie, il faut relever le litige concernant un point de droit que seul le juge est à même d'apprécier et de juger.

L'intérêt de cette classification réside dans le parallèle que l'on peut établir entre litiges sportifs et litiges sociaux. Ces derniers sont divisés généralement en conflit d'intérêt et conflit de droit.

Plusieurs participants ont fait ce parallèle. Cette typologie spécifique aux conflits de travail, peut constituer une piste de classification dans les litiges sportifs. A l'instar des conflits de travail, les litiges sportifs peuvent être classés en conflit économique et conflit de droit, étant entendu que

« derrière tout conflit juridique se cache un conflit économique ».

Le conflit strictement juridique, comme le rappelle plusieurs intervenants, touche l'ordre public et est réprimé sur la base des dispositions pénales. Pour illustrer ce phénomène, Djahel souligne la lutte que mènent les institutions, et en premier lieu la loi, contre toute forme de déviance comportementale, en particulier le dopage. Au contraire, Bassem alerte sur la question délicate de la corruption dans le milieu sportif et des effets pervers qu'elle produit. Chetaibi interroge la loi et les institutions sur la protection de la communauté sportive.

Les débats qui ont animé ces deux jours de colloque s'ils apportent un éclairage sur la place du droit social dans le concert des disciplines qui régissent le sport ou sur la dispersion du contentieux sportif, marquent un début dans la recherche scientifique de cette matière. La loi de 2013 relative aux activités sportives, tente de prévenir les infractions pouvant être à l'origine de graves conséquences sociales. Néanmoins, le sport est également un spectacle. La protection des supporters et des spectateurs relève de la responsabilité des pouvoirs publics et doit à ce titre être renforcée.